



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

fonctionnement

Question écrite n° 57650

Texte de la question

M. Francis Hillmeyer attire l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur la grande lassitude des magistrats dont beaucoup ont d'ailleurs manifesté le 18 janvier dernier. Ceux du ressort du tribunal de grande instance (TGI) de Mulhouse constatent que les réformes récentes ne sont pas accompagnées des moyens indispensables à leur application, et redoutent que leur application dans ces conditions risque de porter sérieusement atteinte à la qualité du service public, ce qui ne laisse pas d'inquiéter. Il demande, en conséquence, si une attribution de moyens nouveaux, humains et matériels est prévue pour le TGI de Mulhouse, selon quelles modalités et selon quel calendrier.

Texte de la réponse

La garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître à l'honorable parlementaire que l'amélioration des conditions de fonctionnement des juridictions, et notamment de celles du tribunal de grande instance de Mulhouse, constitue une priorité de son action. Le renforcement des moyens du service public de la justice, par des créations d'emplois, constitue un des éléments essentiels de la réussite du plan de la réforme de la justice. En quatre budgets (1998-2001), ce sont ainsi 729 postes de magistrats qui auront été créés, soit un accroissement de plus de 10 % des effectifs. Dans ce cadre, le tribunal de grande instance de Mulhouse a déjà bénéficié de la création d'un poste de vice-président et d'un poste de substitut, pour la mise en oeuvre de la loi du 15 juin 2000 relative au renforcement de la présomption d'innocence et des droits des victimes. La situation de cette juridiction sera à nouveau examinée avec attention lors de la prochaine localisation d'emplois de magistrats qui devrait intervenir au cours du second semestre 2001, lorsqu'une expérience pourra être tirée des premiers mois d'application de la loi du 15 juin 2000.

Données clés

Auteur : [M. Francis Hillmeyer](#)

Circonscription : Haut-Rhin (6^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 57650

Rubrique : Justice

Ministère interrogé : justice

Ministère attributaire : justice

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 février 2001, page 915

Réponse publiée le : 4 juin 2001, page 3293